

Bankster Paradise

Ancien correspondant du Monde à Wall Street, puis à la City, le Belge, Marc Roche, avait sorti un livre fracassant sur Goldman Sachs. Il récidive avec *Les Banksters*, un récit haletant dans le monde de la finance post-2008, des tours de la City jusqu'aux paradis fiscaux du Pacifique en passant par l'île de Jersey.

Entretien réalisé par JULIEN COLLINET

Avec Les Banksters, vous livrez une vision glaçante de la finance actuelle. Pourtant vous vous présentez comme un convaincu du capitalisme ?

On ne compte plus les politiques qui se mettent au service de la finance. C'est tout simplement immoral.

Je suis un convaincu, mais surtout un déçu du capitalisme ! Vous ne pouvez pas être chrétien du monde financier depuis 1979 sans en être un admirateur. Je mettais, à l'époque, les financiers sur un piédestal et c'est ce que mon journal attendait. Il faut aussi se replacer dans une époque où tout semblait sourire. J'habitais à Notting Hill à Londres, je venais d'accéder à la propriété, j'avais de l'épargne. Je faisais donc partie intégrante du système.

Vous n'avez pas vu la crise arriver ?

Non, c'était malheureusement impossible. Il régnait, avant, un bien-être général, les taux étaient extrêmement bas, tout le monde en profitait. Et, quand vous vivez à Londres, les pauvres, vous ne les voyez pas. À la City, le Tiers Monde est représenté par ses élites.

Marc Roche
© Ben Roberts



Réagissez à ce numéro sur la page Facebook de Financité.

Comme les gouvernements et les régulateurs, nous, journalistes, n'avons pu qu'observer la crise. Mon fournisseur de crédit hypothécaire était la Northern Rock (cette banque a été nationalisée consécutivement à la crise des sub-primes), j'ai eu très peur et j'ai découvert qu'il n'y avait aucune éthique dans ce milieu. J'ai alors entamé ma rédemption, en publiant un livre sur Goldman Sachs.

Les fautifs sont toujours en place ?

Les traders n'ont pas été condamnés, pas plus que les patrons de banque. Comme dans chaque milieu professionnel, il y a du corporatisme, on se protège les uns les autres. La différence c'est qu'ici, les sommes sont immenses et que cela a de graves conséquences sur le quotidien des gens.

Et l'argent coule toujours à flots ?

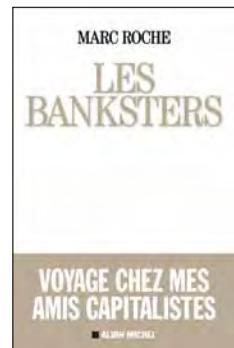
La finance attire les meilleurs éléments, les plus intelligents. Tout d'abord, car malgré la crise, le prestige reste intact. Dans les dîners en ville, il est toujours du meilleur effet de raconter que l'on travaille dans le milieu. Mais aussi par appât du gain. Vous pouvez commencer votre carrière à 40 000 € et, deux ans plus tard, vous émergez à 200 000 €, voire à 500 000 avec les bonus. On a tenté de réglementer les rémunérations, mais il est facile de contourner ces dispositions en augmentant les frais professionnels ou les retraites. Les banques se situent dans une logique très concurrentielle : elles doivent garder les meilleurs éléments.

Est-il plus difficile d'être journaliste économique que politique ?

Beaucoup plus ! Les hommes politiques, les syndicats ou les scientifiques sont plutôt ouverts aux médias. Ils en ont besoin, contrairement aux financiers pour lesquels les journaux ne représentent que des ennuis. Ils travaillent dans l'opacité la plus totale, s'entourent d'une armée d'avocats et de professionnels de la communication. La presse ne leur sera qu'à faire la promotion de leur banque lorsque de grosses opérations ou des contrats importants sont réalisés, et certainement pas pour mettre en lumière les dysfonctionnements de leurs opérations de trading. Il ne reste plus beaucoup de sources possibles : les repents qui ont des comptes à régler, et qui sont donc sujets à caution, ou les experts et les universitaires qui ne sont pas au courant de ce qui se passe réellement dans les banques. Ils n'ont qu'une vision macro-bancaire, et non micro-bancaire.

Concernant les liens entre finance et politique, vous parlez même d'« entrisme institutionnel » ?

On ne compte plus les responsables politiques qui se mettent au service de la finance et inversement. Aux États-Unis, cette pratique de la « revolving door » (la porte tournante) entre Wall Street et l'Administration fédérale est courante. En Europe, c'est désormais aussi le cas. Un nombre croissant d'hommes politiques vendent très cher leur carnet d'adresses et leur connaissance des coulisses du pouvoir, national comme européen, aux milieux financiers. Le cas de l'ancien Premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, président de Dexia, est le plus flagrant. Il y a aussi Tony Blair (JP Morgan), Gerhard Schröder (NM Rothschild) ou Romano Prodi (Goldman Sachs). Cette



Les Banksters - Voyage chez mes amis capitalistes, de Marc Roche, aux éditions Albin Michel, octobre 2014.

proximité crée des conflits d'intérêts et fausse les règles du jeu démocratique. C'est immoral, tout simplement.

Vous affirmez que les crises sont cycliques, la prochaine ne devrait donc pas tarder ?

Le problème des crises financières, c'est que nous ne savons jamais à quel moment ni où elles surviennent. Aujourd'hui, malgré la réglementation des circuits financiers opérée depuis 2008, des bombes à retardement existent. La prochaine crise pourrait, par exemple, arriver par le shadow banking non réglementé et en plein essor ou via les centrales d'argent injectés par les banques centrales dans l'économie. Avec le trading à haute fréquence, des dysfonctionnements de l'outil technologique peuvent survenir ou des pannes informatiques... À l'ère de la finance mondialisée, les marchés sont plus interconnectés que jamais. Donc attention aux abus !

Comment peut-on réguler le milieu financier ?

Il faut scinder les banques trop grosses pour faire faillite (« too big to fail »). En séparant, par exemple, les activités de détail de celles de la finance « casino ». Paradoxalement, la crise a entraîné une concentration du secteur bancaire via les faillites et les rachats. Cette puissance permet aux banques de faire chanter les gouvernements. Elles leur disent en substance : « Si vous limitez notre marge de manœuvre via la réglementation, nous refuserons de financer la croissance en prêtant aux entreprises, en particulier aux PME ». Dans un contexte caractérisé par la faiblesse des gouvernements et la montée des populismes, cet argument est imparable.

Les associations ont-elles un rôle à jouer ?

Bien sûr, mais les moyens sont complètement déséquilibrés. Les mouvements comme Finance Watch, Global Witness ou encore la Déclaration de Berne font un excellent travail, mais ils manquent d'argent et de personnel par rapport aux lobbys bancaires. Il reste la question du citoyen. Plus que le droit de vote, il peut encore choisir comment il dépense son argent. J'ai été frappé par l'effet du boycott au Royaume-Uni des enseignes comme Google, Starbucks, Vodafone... qui ne payaient pas d'impôts. Et ça a marché ! Si vous pensez que votre banque n'est pas éthique, il faut aller voir ailleurs.



Découvrez la base de données des produits éthiques sur www.financite.be Financité